

Le panarabisme en crise

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Depuis la décolonisation, des tentatives de fédération des pays arabes ont été tentées. Or, ces essais ont été pour la plupart avortés en raison des tensions entre régimes républicains et monarchistes, des alignements aux superpuissances durant la guerre froide, des conflits internes durement réprimés et des ambitions hégémoniques de certains pays arabes sans exclure Turquie et Iran.

Des tentatives d'unité

La prise de pouvoir de Gamal Abdul Nasser en Égypte en 1953 a représenté pour beaucoup d'intellectuels du monde arabe une voie de succès en direction de la modernité, de l'arabité, de la laïcité et du socialisme. Une décennie plus tard, le parti Baath a affiché une idéologie panarabe similaire en Irak et en Syrie. De nombreux essais de coalition des États arabes furent tentés. Le drapeau tri étoilé de la République arabe unie unissant l'Égypte, l'Irak et la Syrie fut brandi de 1958 à 1961. L'Union des Républiques arabes fédérant la Libye, l'Égypte et la Syrie se maintint de 1972 à 1973. Quant à la Ligue arabe regroupant 22 pays à ce jour, elle a rarement pris une initiative qui soit positive et conséquente.

Des divisions profondes

Dans les années 60, Nasser tenta de s'attaquer à l'Arabie saoudite en envahissant le Yémen, sans conséquence tangible. La Syrie domina le Liban de 1976 à 2005. L'Irak annexa le Koweït de 1990 à 1991. En outre, il existe un différend frontalier entre le Maroc et l'Algérie, ainsi qu'entre la Syrie et la Turquie. Des conflits larvés se perpétuent au sein même des différentes mouvances. Ainsi, les milices chiites se font concurrence en Irak; les Alaouites soutenus par les chrétiens et les Druzes ont maintenu l'étau serré contre la majorité sunnite en Syrie ; sunnites et chiites s'affrontent au Liban et la minorité chrétienne du Liban est elle-même divisée en clans adverses. Les monarchies de la péninsule arabique sont menacées par les Frères musulmans et les salafistes de tous bords. Ces deux derniers mouvements se confrontent en Tunisie. Le Hamas est aux

prises avec l'Autorité palestinienne; en Syrie, les djihadistes du Front de libération islamique et de Jabhat Al-Nusra se battent et l'État islamique est en guerre contre tous. Aujourd'hui, la Turquie et l'Iran tentent d'étendre leur emprise sur les pays arabes en crise. La Turquie soutient les Frères musulmans présentement honnis en Égypte et l'Iran manipule les minorités chiites pour mieux s'implanter dans les pays sunnites du Moyen-Orient.

La carte anti israélienne

Contrairement aux présidents Tito de Yougoslavie et Nehru d'Inde, le président égyptien Nasser refusa l'adhésion d'Israël la Conférence des pays non alignés en 1953, car jouer la carte anti-israélienne lui sembla plus payant pour ses visées de panarabisme. Or et contre toute attente, la défaite de la guerre des Six jours en 1967 a traumatisé le monde arabe, car le juif qui durant des siècles fut toléré, soumis et humilié, s'avéra être vainqueur. Depuis, des théories basées sur des thèses de conspiration ont tenté de relativiser la victoire israélienne, des ouvrages antisémites tout comme le Protocole des Juifs de Sion ont été popularisés et un glissement vers le radicalisme religieux s'est manifesté dans plusieurs pays. C'est au tour de la Turquie d'Erdogan et de l'Iran des ayatollahs de jouer la carte anti israélienne alors même que le printemps arabe l'a délaissée pour se concentrer sur les raisons endogènes du marasme socioéconomique des pays arabes. Cette même carte est reprise par les régimes islamistes sous prétexte qu'une fois régi par un pays musulman, un pays ne peut être gouverné par un régime non musulman. Curieusement, ce raisonnement s'applique seulement à Israël et non à l'Espagne, ni même aux Balkans.

Le sort des minorités

Les Kurdes du Moyen-Orient ont été discriminés en plus de subir de nombreux massacres. Les chiites d'Irak furent maltraités par le dictateur sunnite Saddam Hussein et c'est autour du gouvernement irakien qui est aujourd'hui majoritairement chiite de s'en prendre aux sunnites. Les chrétiens et les animistes du Soudan ont été massacrés par centaines de milliers. En Égypte, les Coptes ont été soumis à des persécutions graves, notamment durant la présidence de Morsi affilié aux Frères musulmans. Il ne reste pratiquement plus de Juifs dans les pays arabes. Les droits linguistiques des Kabyles d'Algérie et des Kurdes de Turquie sont

concedés par incréments. Toutefois, les minorités n'ont pas toujours été maltraitées au cours de l'Histoire.

L'avenir

En effet, au Moyen Âge, lorsque la civilisation arabe était florissante, les régimes arabes étaient ouverts et tolérants. C'est dans ces conditions de libéralisme et d'ouverture d'esprit qu'ils ont pu s'épanouir dans tous les domaines. De nos jours, la pléthore de messages haineux et de fatwas hallucinantes qui foisonnent dans les dictatures et les médias moyen-orientaux ne fait qu'entretenir la haine et la jalousie. La violence qui se déchaîne au Moyen-Orient n'en est que le sous-produit. L'élite intellectuelle et technocratique des pays arabes s'exile en Occident comme si cela était le seul endroit où elle pouvait s'épanouir. Le marasme est total. Le printemps arabe a remis en question certains tabous de la société mais il a été détourné par les islamistes. Il n'en demeure pas moins que l'autoémancipation des sociétés arabes est plus que jamais nécessaire. Elle aurait tout à gagner si elle s'accompagnait de la cessation radicale de l'enseignement de la haine, l'acceptation citoyenne des minorités et une collaboration franche et étroite avec Israël. L'autoémancipation des sociétés arabes aurait tout à gagner si d'autres voix modérées se faisaient entendre au grand jour.